

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Tract des sections locales des partis de gauche de
l'agglomération châlonnaise, PS, NPA, PG

Retrait du projet de loi Sarkozy-Woerth sur les retraites !

- 60 ans, pas un an de plus, pas un euro de moins ! -

Date de mise en ligne : jeudi 14 octobre 2010

Démocratie & Socialisme

Les sections locales des partis de gauche de l'agglomération châlonnaise, PS, NPA, PG

appellent les habitants de l'agglomération châlonnaise à venir encore plus nombreux à la manifestation organisée par l'intersyndicale samedi 12 octobre à 10h maison des syndicats

UNITÉ D'ACTION !

Retrait du projet de loi Sarkozy-Woerth sur les retraites !

Une nouvelle fois, trois millions et demi de manifestants ont défilé le 12 octobre pour le retrait du projet de loi sur les retraites. A Châlons en Champagne les manifestations ont été dynamiques et combatives.

Cette réussite doit beaucoup à l'unité du front intersyndical. Les décisions de prolonger la grève après le 12 inquiètent sérieusement le gouvernement.

L'enjeu est fort : c'est restaurer le montant des pensions en prenant sur les profits ou, alors, faire encore baisser les pensions pour contraindre ceux qui le pourront à faire appel aux assurances privées. C'est un projet de société qui est en jeu.

Les partis de gauche de Châlons en Champagne participent au mouvement social et se félicitent des initiatives citoyennes qui sont prises.

Ils veulent contribuer au développement de ce mouvement et faire céder Sarkozy en présentant leurs propositions communes pour garantir la qualité de notre système de retraites par répartition. L'entêtement du gouvernement transforme ce conflit social en crise politique.

La retraite à 60 ans pour tous

Le report de l'âge légal du départ en retraite à 62 ans serait une immense régression sociale. L'espérance de vie en bonne santé est, en moyenne, 63,5 ans et 59 ans pour les ouvriers ! 60 ans c'est déjà trop !

Le gouvernement, qui ne cesse de faire des cadeaux aux plus riches, veut nous faire croire qu'il n'y a pas d'argent alors qu'il a su en trouver pour sauver les banques : si la retraite était une banque, elle serait déjà sauvée !

Or, les bénéfices continuent d'exploser alors que la part des salaires dans la richesse produite a diminué de près de 10 % depuis le début des années 1980. Cela représente 180 milliards d'euros par an alors qu'il faut trouver 40 milliards pour les retraites !

Des solutions alternatives existent

Il faut en finir avec le chômage de masse, qui pèse sur les salaires. Il faut en finir avec le chômage pour que les salaires puissent augmenter en prenant sur les profits, pour instaurer un meilleur partage des richesses et construire une société de solidarité.

Si les anciens travaillaient plus longtemps, les jeunes trouveraient encore moins d'emplois, alors qu'un jeune sur 4 est au chômage !

Augmenter les salaires, mettre fin aux exonérations de cotisations patronales, c'est apporter des dizaines de milliards aux caisses de retraite. Un million de chômeurs en moins, c'est 5 milliards d'euros de cotisations sociales en plus.

Le projet de loi Sarkozy programme la mort du système des retraites par répartition. Ne laissons pas démolir les acquis pour lesquels nos anciens se sont battus !

Ni un, ni 2 ans de plus : retraite à 60 ans à taux plein !

Pas de retraites en dessous du SMIC ! Non à l'allongement de la durée de cotisation ! Non à la décote !

C'est seulement 80 % des hommes qui atteignent la retraite à taux plein mais, pire, seulement 40 % des femmes y arrivent... C'est inacceptable !

La retraite à 60 ans, ce sont les Français qui l'ont voulu. Ils ont voté pour elle en 1981. Après son adoption, jamais la droite n'a osé proposer de la remettre en cause. Et surtout pas le candidat Sarkozy ! Lors de la dernière présidentielle, son programme affirmait : « le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer ». Interrogé pour savoir s'il reviendrait sur ce droit, il déclarait le 27 mai 2008 sur RTL : « J'ai dit que je ne le ferai pas. Je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français. Je n'ai donc pas de mandat pour cela »

Pour gagner, nous devons amplifier encore la mobilisation.